On ne s'explique pas bien, encore, pourquoi, pendant la session qui vient de finir, on n'a pas amendé la loi concernant l'influence indue dans les élections. Aucune tentative n'a été faite dans ce sens. Dans le mois d'avril, on assurait que l'amendement serait présenté au vote des Chambres, et on indiquait même les députés qui s'étaient chargés de réveiller la question. Le silence qui a régné doit avoir une cause ; des journaux nous l'affirment ; que ne la font-ils connaître ? Ces choses ne doivent pas être plus longtemps cachées. Un journal a dit que c'est le *bill* de l'Université-Laval qui a causé cette lacune dans les travaux récents de notre législation ; et l'assertion est demeurée là sans dénégation et aussi sans plus complète démonstration. Espérons que le jour se fera.

Puisque le nom de l'Université Laval est de nouveau passé sous notre plume, disons où en est rendue la question, universitaire—notre question d'Orient. Sa Grandeur Mgr Racine, évêque de Sherbrooke, et le grand vicaire Hamel, ex-recteur de Laval, sont partis pour Rome, armés du *bill* récemment obtenu de la législature de Québec. Leur but—qu'on ne connaît que par les rumeurs—est de faire disparaître du décret pontifical concernant l'Université Laval, cette réserve au sujet de la charte civile, (*cui in nullâ re derogatum volumus*), ou plutôt de prouver, par le *bill* même qu'il n'y a aucun empêchement légal à l'établissement de la succursale et d'obtenir en conséquence de la Cour de Rome un mot, un désir, un ordre plus formel empêchant toute opposition future. Ceux qui désirent que l'enseignement universitaire catholique dans la province ne tombe pas en entier entre les mains d'une seule institution, auront de leur côté—il faut l'espérer—des délégués pour faire connaître leurs vues.

Des procédés ont été pris dans le but de faire désavouer comme inconstitutionnel la loi votée en faveur de Laval. Le ministre de la justice à Ottawa aura à se prononcer d'abord, et il est probable que la cause sera portée jusqu'en Angleterre.

Le Conseil Législatif a maintenu le cens d'éligibilité pour les députés à la législature de Québec. Nous ne saurions trop le féliciter d'avoir empêché qu'un changement aussi grave ne se fit sans préparation, sans discussion,—par surprise en un mot. Les élections générales ne sont pas éloignées, et les novateurs auront toute opportunité de proposer et de discuter un changement dont ils attendent tant de bien. Ils seraient bien en peine de trouver quelque homme éminent que la législation actuelle aurait empêché de parvenir à la représentation. Car qu'on le remarque bien ; la